

Position d'Université Côte d'Azur sur l'amendement qui prévoit la suppression du processus de qualification auprès du Conseil National des Universités (CNU) pour les professeurs et par expérimentation de déroger, à l'exception de certaines disciplines, pour les recrutements de maîtres de conférences.

*Votée en conseil d'administration du 19 novembre 2020*

Université Côte d'Azur soutient la nécessité d'une loi de Programmation de la Recherche afin de rattraper le retard pris dans l'investissement pour l'ESRI par notre pays et pour pallier le décalage déjà existant entre notre pays et notamment nos partenaires européens. Cette loi offre des opportunités que nous pourrions décider de saisir ou pas, en toute autonomie. Il est toutefois difficilement acceptable que des sujets essentiels, qui sont au cœur de notre institution et/ou fondamentaux pour nos carrières, aient été ajoutés en dernière instance sans débat approfondi. C'est le cas notamment des deux amendements portant d'une part sur la possibilité donnée aux établissements de déroger à l'obligation de qualification par le CNU et d'autre part sur l'introduction d'un délit de « trouble à la tranquillité et au bon ordre de l'établissement ». Les modalités de recrutements des enseignants chercheurs sont une question d'importance pour nos universités, d'autant plus lorsqu'elles sont la garantie d'un recrutement de qualité indispensable pour le développement d'une Université d'excellence. La modification de ces conditions et la réflexion sur le rôle que peut y jouer le CNU méritent un débat de fond au sein de nos communautés. Si le Sénat est dans son rôle en proposant des amendements, il est extrêmement regrettable que le débat n'ait quasiment pas eu lieu au sein de l'ESR.

Ces sujets méritent un tel débat. La recherche d'un équilibre entre, d'une part, l'autonomie des universités, qui peuvent et doivent être en mesure de se donner les moyens d'attirer et de recruter les meilleurs futurs collègues dans une stratégie définie par l'établissement et, d'autre part, la préservation d'une cohérence dans les conditions d'accès aux fonctions d'enseignant-chercheur sans crainte d'une remise en cause locale de leur statut, nécessite de la sérénité.

Université Côte d'Azur, soucieuse de se conformer aux standards internationaux garantissant la qualité des recrutements de futur.e.s collègues, a mis en place un groupe de travail élargi pour définir, dans la concertation, les grands principes de sa politique de recrutement afin d'asseoir sa reconnaissance parmi les grandes universités. L'Université souhaite que ce débat puisse avoir lieu en son sein mais également à l'échelon national avant la publication des décrets afin qu'elle puisse décider de participer ou non à l'expérimentation mise en place, après validation par ses instances.